

# Hackathon : l'année zéro de l'Etat plate-forme, basé sur des API

Cheval de bataille de la direction interministérielle des systèmes d'information et de communication (Disic) – pour faire simple la DSI de l'Etat – la stratégie d'Etat plate-forme va entrer dans sa **phase opérationnelle les 18 et 19 juin**. Au cours de ces deux jours, le service dirigé par Jacques Marzin organise dans les murs de l'Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville un hackathon (le lien devrait être prochainement disponible [ici](#)). Objectif, selon un porte-parole de la Disic : développer de nouveaux services publics numériques sur la base des données qui seront mises à la disposition des développeurs par les administrations.

La DSI de l'Etat espère réunir **une centaine de participants**, pour l'essentiel issus d'administrations ou de ministères. Une quinzaine de places seront toutefois réservées aux industriels (SSI ou éditeurs de logiciels), assure la Disic. Les projets sélectionnés à l'issue de ces deux jours bénéficieront de l'accompagnement de cette dernière et pourront être mis sur les rails d'un financement par le Programme des investissements d'avenir (dans le cadre de l'appel à projets Identités numériques) ou par l'Europe.

## Services unitaires réutilisables

Rappelons que [la stratégie d'Etat plate-forme](#) vise à concevoir un écosystème ouvert, basé sur des **services élémentaires exposés sous forme d'API** et réutilisables dans de multiples applications. « Cette stratégie est fondée sur la collaboration de trois types d'acteurs : les détenteurs de l'information au sein de l'Etat offrant des services de base, des producteurs de services à destination des citoyens et, entre les deux, toute une industrie de gestionnaires d'API protégeant les producteurs de données d'une explosion de la demande d'interfaces, [expliquait en septembre dernier Jacques Marzin](#) dans nos colonnes. Le tout étant basé sur un socle technique agnostique, complété par une identification numérique pour le citoyen et pour l'agent ». Le concept est emprunté à [L'âge de la multitude](#), ouvrage sorti en mai 2012 et signé par **Henri Verdier**, aujourd'hui administrateur général des données, et **Nicolas Colin**, inspecteur des finances co-auteur du [rapport Collin – Colin](#) et aujourd'hui dirigeant de l'accélérateur de start-up The Family. Tous deux se sont inspirés d'un ouvrage de l'éditeur américain Tim O'Reilly, grand défenseur de l'Open Source, paru en 2010.

## L'identité, composant de base

Si l'ensemble peut sembler encore très théorique, il sert plusieurs objectifs de l'Etat et de la Disic : la **réutilisation de composants de base** au sein des diverses administrations (une des mécaniques imaginées pour réduire les dépenses IT dans le secteur public) et la **simplification des services publics** pour les usagers (via notamment l'automatisation des échanges de données entre organismes). La première déclinaison pratique de l'Etat plate-forme réside dans [France Connect](#), un service d'identité [présenté par la Disic comme un « composant de base »](#). Développé par la société Octo et actuellement testé par l'Anssi (l'Agence nationale pour la sécurité des systèmes d'information), France Connect doit être d'abord **déployé dans la nouvelle mouture de**

**Mon.service-public.fr**, attendue pour fin 2015 ou début 2016. A cette échéance, trois services (Impots.gouv.fr, Ameli.fr et La Poste) seront également reconnus comme fournisseurs de ce service d'identité dont le fonctionnement s'apparente à un Facebook Connect.

### [\[Innovations, retours d'expérience : votre invitation au Fujitsu World Tour, le 2 juin\]](#)

En plus de ce composant central, les développeurs réunis au hackathon de la mi-juin auront à leur disposition une **quinzaine d'API préparées par la Disic** avec quelques ministères (Intérieur et Finances notamment). Toutes les API de l'Etat plate-forme seront, à terme, hébergées et documentées sur une forge, en cours de développement par la Disic, qui pourrait notamment s'inspirer de l'expérience de l'Education Nationale. Pour les besoins du hackathon, ce service sera assuré par un prestataire, OpenDataSoft.

#### **A lire aussi :**

[France Connect : une clef de voûte pour l'Etat plateforme \(tribune\)](#)

[Pilotage des SI de l'Etat : Jacques Marzin et la Disic prennent la main](#)

[RGI v2 : après les polémiques, un outil enfin utile ?](#)